Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 26 (1934)
Heft: 3

Artikel: Tempête sur l'Autriche
Autor: Aufhäuser, S.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383954

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 19.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tempête sur l'Autriche.

Par *S. Aufhäuser.*

Un système économique est en train de vaciller. Les chefs de l'économie capitaliste se voient dans l'incapacité de rétablir l'équilibre entre la production et la consommation, de fournir du travail et du pain aux hommes. Ils craignent la révolte des masses acculées à la misère et ils font usage de la violence pour maîtriser le déploiement des forces de la classe ouvrière. Le moyen de sauvetage du capitalisme est le fascisme dont la poussée impétueuse tend à supprimer les bases de l'Etat bourgeois. En Europe, le droit, la liberté, la culture et l'humanité courent le risque d'être balayés par la vague écumante du fascisme qui s'élève toujours plus haut.

A peine le fascisme allemand a-t-il fêté le premier anniversaire de sa prise du pouvoir que 11 jours plus tard la classe ouvrière autrichienne devenait la proie de la barbarie. Le mouvement autrichien savait depuis longtemps que la capitulation sans résistance des ouvriers allemands et les fantaisies illusoires de synchronisation du triomphe du fascisme se reproduiraient en Europe. Il avait juré qu'il ne se laisserait ni vaincre ni écraser, quoi qu'il dût en coûter. Les effets que produisit à l'étranger la défaite du mouvement ouvrier allemand avaient permis de se rendre compte qu'en regard des forces opposées les unes aux autres, l'issue de la lutte serait incertaine pour les camarades autrichiens, quant à la tournure définitive des événements, et qu'il serait pénible d'être vaincu par les forces réunies de la réaction après un glorieux combat peut-être. Mais, ce qui est plus terrible que d'être battu au cours de la bataille, c'est de se rendre sans avoir essayé de résister. C'est ainsi qu'en Autriche, Parti, syndicats et Ligue républicaine, c'est-à-dire les organes de lutte politique, la force économique et la puissance armée du prolétariat ont, en des combats héroïques d'une formidable révolution, résisté jusqu'à la mort à la brutale violence des forces militaires et gouvernementales.

Il est vrai que dans le camp adverse les conditions différaient sensiblement de celles constatées en Allemagne. Alors que dans ce pays n'existait qu'une seule force contre-révolutionnaire réunie, en Autriche, deux fascismes divisés par des luttes intestines s'opposaient aux ouvriers, le fascisme hitlérien et l'austro-fascisme, et pourtant que Dollfuss réunissait dans sa pensée lorsqu'il s'est agi de demander du secours contre les dangers qui le menaçaient de deux côtés. Il y a deux ans encore, Dollfuss passait aux yeux des grandes puissances de l'Europe occidentale, comme le représentant le plus sûr de la libre démocratie autrichienne. Cette fausse opinion avait fourni maints crédits à son pays et lui avait valu maints honneurs à Genève. Mais le temps des crédits est passé actuellement, et le

baromètre de la conjoncture politique est à la dictature. L'appel aux « hommes forts » encouragea Monsieur Dollfuss à se présenter comme candidat pour l'Autriche. Déjà avant la prise du pouvoir par Hitler, Dollfuss avait lancé, le 18 janvier 1933, un appel « aux milieux de la population qui pour des raisons de lutte de classe étaient encore dissidents » et avait insisté pour que les ouvriers lui accordent leur confiance. A cette époque-là, les socialistes autrichiens avaient exposé au chancelier d'Etat que les efforts tentés depuis mars en vue de réduire les libertés populaires et l'obscurité complète dans laquelle les plans constitutionnels étaient plongés, n'étaient pas de nature à les encourager à collaborer à son œuvre. Ils déclarèrent qu'ils étaient par contre disposés à participer à la lutte contre la crise politique sans avoir recours à la violence et par des moyens constitutionnels.

Après les élections au Reichstag du 5 mars 1933, Dollfuss crût le moment venu de préparer son coup contre les socialistes et les syndicats libres. Un incident sans importance qui déclencha la crise parlementaire en mars 1933, servit de prétexte pour désister de leurs fonctions les représentants du peuple au Parlement.

C'est à partir de ce moment que commença le calvaire du mouvement ouvrier autrichien, pour aboutir après des mois de provocations, à la lutte définitive. Le fait d'avoir supporté ces épreuves, prouve le degré intense de discipline et de formation politique des ouvriers autrichiens. Les ouvriers et employés savaient qu'au moment où ils seraient en lutte contre l'austro-fascisme, une troisième puissance, le national-socialisme, attendrait aux portes de Vienne pour intervenir et s'attribuer les fruits de la victoire. Mais cette tactique d'attente ne pouvait durer indéfiniment. La classe ouvrière est le seul élément sur lequel le gouvernement eut pu compter pour la défense de l'indépendance et de la liberté de l'Autriche. Mais il fallait provoquer les vrais défenseurs jusqu'au bout pour les mettre hors la loi et leur ravir toutes les libertés.

Le gouvernement n'eut de cesse que les dernières libertés des citoyens ne fussent supprimées en se basant sur d'anciennes ordonnances datant de la dernière guerre. La presse politique et syndicale des ouvriers et des employés fut tout d'abord censurée; ce fut le début d'une série de confiscations, jusqu'à la suppression complète de la liberté de presse. La vérité devait s'échapper hors du pays. Mais sous le joug du despotisme militaire durant la guerre mondiale, la presse était plus libre que sous la dictature de Dollfuss. La Ligue républicaine fut dissoute sans raison apparente, tandis que la Heimwehr devenait un corps de police auxiliaire. Par voie de décret, les conquêtes des ouvriers dans le domaine de la politique sociale furent abolies les unes après les autres.

La ville de Vienne, qui était administrée par une majorité sociale-démocrate, fut peu à peu réduite à l'impuissance par le fait que les recettes provenant des impôts sur les possédants lui furent

enlevées. Dans le courant de l'année 1933, le gouvernement fédéral lui avait soustrait 103 millions de schillings, soit le tiers des recettes totales, pour l'empêcher de les affecter à des œuvres d'entr'aide sociale. Le tribunal de la Cour administrative ayant été supprimé, les socialistes ne disposaient d'aucun moyen légal pour lutter contre cet arbitraire.

La guerre civile menaçait déjà lorsqu'il fut question d'interdire la manifestation de la fête du 1er mai 1933. Une fois encore les ouvriers se maîtrisèrent.

La sociale-démocratie échoua dans ses tentatives de convoquer le Parlement; tout moyen qui eut pu réveiller l'énergie de la population laborieuse avait été supprimé. D'un autre côté, les nazis poursuivaient leur tactique et semaient le désordre dans le pays, sans que le gouvernement essayât même de prendre de sérieuses mesures de répression. Le Parti socialiste autrichien avait toujours déclaré qu'il était prêt à donner toutes ses forces pour protéger la République, pour autant que la Constitution serait respectée.

Le chancelier d'Etat n'était plus maître depuis longtemps déjà de ses décisions. Selon l'ambassadeur italien, il fallait conférer à la garde fasciste autrichienne une influence décisive sur les affaires du gouvernement. Une rapide transformation du gouvernement, tant dans sa composition que dans son programme, assura le triomphe de la Heimwehr. Les Partis parlementaires à tendance bourgeoise furent éloignés du Cabinet, le major Fey fut nommé vice-chancelier. Sur le modèle de l'Italie, la suppression des libertés populaires de l'administration autonome des provinces et des communes fut proclamée, la liberté d'association, de réunion et de presse fut limitée.

Le nouvel ordre fut appliqué pratiquement lors de la nomination des directeurs de sécurité (Sicherheitsdirektoren). Tout Autrichien n'ayant pas des convictions fascistes était considéré comme ennemi du pays. Les fonctionnaires du Parti et des syndicats furent de plus en plus punis d'arrêts pour des délits qu'ils n'avaient pas commis. La punition d'arrêts de plus de 6 mois devenait chose courante. La dissolution de l'Etat libre alla dès lors bon train.

Le personnel des chemins de fer de l'Etat, forcé d'afficher des sentiments contraires à ses convictions et menacé de congédiement, fut incorporé dans le front patriotique. La direction des chemins de fer de l'Etat fit comprendre aux adhérents des syndicats libres qu'elle ne les engagerait à aucun prix.

Devant le découragement sans cesse croissant de toute la classe ouvrière, le gouvernement supprima les 11 et 12 novembre 1933 les dernières apparences de soi-disant fidélité à la République. Les ouvriers s'apprêtaient à fêter le 15e anniversaire de la République, alors que toute autre manifestation officielle avait été interdite auparavant. On alla jusqu'à interdire aux ouvriers de mani-

fester en l'honneur de l'*indépendance et de la liberté de la République.* Les masses organisèrent 400 assemblées d'entreprises et de sections qui furent dispersées par les policiers fédéraux armés de matraques. Par contre, le chef de la Heimwehr Starhemberg fut autorisé à blasphémer la République dans un discours qui fut radio-diffusé. Une cérémonie mortuaire, célébrée le 11 novembre à la mémoire de *Victor Adler*, fut l'occasion pour les policiers de transformer le cimetière en camp. Les honneurs rendus au grand chef socialiste furent ainsi récompensés par des arrestations et des punitions.

Néanmoins la classe ouvrière avait pu, presque sans exception, se maîtriser, pour ne pas attaquer. Au début de 1934, de nouvelles attaques furent dirigées contre les droits de libre décision de la classe laborieuse. Par voie d'ordonnance et en violant la Constitution, le chancelier arrêta le budget de l'Etat. Quelques jours plus tard, la Chambre du Travail, dans laquelle les syndicats libres détenaient une majorité écrasante conquise par vote, fut complètement bouleversée; elle devait être désormais administrée par les syndicats minoritaires bourgeois et cela sans *passer par le vote.* L'exclusion des syndicats libres d'une institution aussi précieuse au point de vue de la politique économique et sociale, mit fin à l'œuvre plus positive des syndicats en faveur du peuple et du pays.

L'on s'en prit ensuite aux conseils d'entreprises. Les employés d'hôpitaux se virent contraints de dissoudre les conseils nommés légalement. Ils furent remplacés par des représentations désignées du personnel. C'est ainsi que l'on obligea le personnel sanitaire à se synchroniser.

Mais cela ne suffisait pas. Le 14 décembre, les chefs de la Heimwehr se réunirent en un congrès. Leur supérieur proclama les revendications irréfutables des austro-fascistes. L'interdiction du Parti socialiste et la nomination d'un commissaire pour Vienne furent proclamées, le Département de la Sûreté fut confié à Fey.

La chaudière était prête à faire explosion, lorsque finalement des perquisitions eurent lieu dans les maisons ouvrières et les sièges des syndicats. L'envahissement par la police, des locaux de l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne au début de février, avait tout à fait le caractère d'un dernier exercice d'alarme, qui devait être suivi à bref délai de l'occupation définitive. Sous la pression des heimwehriens, le chancelier d'Etat n'avait pas hésité, entre temps, à donner libre cours à sa haine contre les ouvriers et employés socialistes. C'est ainsi que, peu de temps avant la catastrophe, il avait lancé un décret selon lequel les ouvriers disposés à participer aux travaux publics de nécessité, tels que la construction de ponts, etc., ne pouvaient être engagés que par l'intermédiaire des syndicats chrétiens-sociaux. Ainsi l'on exerçait la pire pression sur la conscience de milliers d'ouvriers depuis longtemps chômeurs. Pas de travail ni de pain pour celui qui persiste à faire partie des syndicats libres.

En même temps que l'on muselait la liberté de tous les ouvriers l'aspect des rues de Vienne subissait une transformation complète. Les derniers jours de janvier, la capitale ressemblait à une ville occupée par les heimwehriens. Il n'y avait plus qu'à proclamer officiellement l'état de siège. Les citoyens libres et les républicains étaient tels des prisonniers dans un fort. Aux environs de Vienne tonnaient les mortiers des nazis, auxquels le gouvernement adressait sans discontinuer des mises en garde, mais sans faire de mal aux tireurs. Le chancelier confirma l'énergie qu'il déployait « contre les nazis » en condamnant à être pendu un jeune paysans simple d'esprit, accusé d'une faute qui n'avait aucun rapport avec la politique.

Les nazis n'ignoraient également pas que la lutte qu'on leur livrait n'était que feinte. On arrêta des chefs de la Heimwehr qui avaient projeté une rencontre avec les nazis, mais ils furent relâchés. Il fallait les relâcher, car ils étaient à la fois fonctionnaires de la Heimwehr et militants du Parti de Hitler. Ils avaient pris part à des pourparlers secrets que le chancelier, extérieurement ennemi de Hitler, avait eu avec des citoyens du Reich. Selon les rapports qui ont été publiés, Dollfuss n'est pas responsable de ce que le pacte n'ait pas été conclu avant le 1er février déjà. Les Italiens étaient également furieux de voir que leurs vassaux flirtaient à leur insu avec les fascistes bruns. Dans une publication des nationaux-socialistes, qui découvrit le pot aux roses, il était dit:

> « Après que M. Dollfuss et ses créatures ont tenté durant des mois de gagner à leur cause le chef *Frauenfeld*, grâce à l'avantage d'une entente avec la NSDAP, ils cherchent, maintenant que ces efforts se sont avérés sans espoir, à l'accuser de haute trahison; un procédé qui ne laisse rien à désirer en fait d'audace et de bassesse. »

Ce double jeu mené par Dollfuss ayant été découvert, le gouvernement fut confié au vice-chancelier Fey à partir du 1er février. Le 8 février, sur ses ordres et au mépris de la Constitution, le droit de se prononcer sur les recours en matière de sécurité, fut retiré au bourgmestre de Vienne. Fey proclama, le dimanche 10 février, que la *transformation de l'Etat* commencerait le lundi 11 février, c'est-à-dire que le coup d'Etat aurait lieu et que la classe ouvrière serait renversée. L'action devait commencer par l'arrestation de tous les chefs et par l'occupation de toutes les maisons ouvrières et les maisons du peuple. Pour porter le coup fatal contre la ville de Vienne et le mouvement socialiste, on prétexta la découverte d'un complot tramé par la Ligue républicaine. C'est à ce moment-là seulement, alors qu'il était question de vie ou de mort pour la classe ouvrière, que le mot d'ordre concernant la résistance active fut lancé. A ce sujet, le parti ouvrier déclarait dans son dernier appel:

« Monsieur Fey qui provoque la classe ouvrière jusqu'au sang, ose parler d'une attaque d'éléments bolchévistes-marxistes contre la population. La vérité, c'est que les socialistes, pas plus ceux des villes que ceux des campagnes, n'attaquent personne. Mais ils se préparent au combat avec des armes pour le cas où les fascistes chercheraient à anéantir la République...

Si le serment et la Constitution devaient être violés et la liberté menacée, les ouvriers n'hésiteront pas à prendre les armes! »

C'est le lundi matin exactement que la guerre du gouvernement Fey-Dollfuss éclata par la marche contre la maison du Parti à Linz, où les républicains opposèrent une résistance acharnée. Ce sont la police et les soldats de Linz qui livrèrent la première bataille contre la population laborieuse. A Vienne, la grève générale fut déclenchée comme moyen de défense. Le gouvernement « autoritaire » combattit l'ennemi avec des troupes armées jusqu'aux dents. L'attaque ne se fit pas en plein champs, mais elle fut dirigée contre les habitations ouvrières. Sur tout le pays régnait la guerre civile la plus atroce. Les actes de terreur commis pendant la guerre mondiale ne sont rien comparés au bain de sang dans lequel le gouvernement parjure plongea les fils les plus fidèles de la République. A l'aide d'obusiers bien au point et de grenades à gaz, les derniers biens des familles ouvrières furent incendiés sans pitié. Les femmes et les enfants ne furent pas épargnés du carnage.

Les canons de l'artillerie lourde semèrent le feu, le fer et le désastre dans les rangs compacts des courageux soldats de la liberté, lesquels durant 4 jours et 4 nuits ont héroïquement soutenu le combat.

Plus de 2000 morts, plus de 5000 blessés et 1000 prisonniers, tel fut le bilan sanglant d'une barbarie qui doit nous inspirer l'horreur la plus profonde. Puissent l'endurance héroïque et le mépris de la mort dont firent preuve les braves soldats de la révolution autrichienne de février 1934, prouver au monde la grandeur d'âme dont ces hommes étaient animés. Un cri d'horreur s'est élevé de tous les pays du monde civilisé, lorsque le bruit se répandit que Dollfuss ne reculait pas devant le fait de citer devant un tribunal suprême des ouvriers gravement blessés. Des ouvriers qui dans la lutte pour l'honneur du socialisme ont donné le plus grand exemple de courage, furent condamnés à la potence malgré leurs poitrines transpercées et leurs blessures sanglantes.

L'Histoire a déjà jugé un gouvernement capable de pareilles ignominies.

En Autriche, les ouvriers ont été abattus par le feu et le fer, mais pour les ouvriers des autres pays ils ont remporté la plus grande victoire morale, car leur lutte mortelle pour la liberté, leur révolte contre l'esclavage, ont redonné du courage et de la

force à tous les peuples dans leur lutte contre la réaction sociale, la dictature et le fascisme. Les martyres du prolétariat autrichien vivent dans l'âme et dans le cœur de la classe ouvrière du monde entier. Vienne est désormais le signal avertisseur qui prouvera au fascisme de toutes tendances, qu'il n'arrivera pas à exterminer le marxisme et qu'il ne réduira pas des hommes à l'esclavage.

La grande pensée humaine que les héros autrichiens ont si bien incarnée, ne peut et ne pourra pas sombrer.

La lutte pour l'Autriche ne fait que commencer, car le gouvernement a perdu à jamais les meilleures troupes, dont il aurait pu faire usage contre le danger que représentent les nazis. Le gouvernement « victorieux » se rendra bientôt à l'évidence que son crime a été trop atroce pour pouvoir le racheter. Nous nous inclinons bien bas devant les témoins sanglants de la liberté, et nous jurons, sous le signe précurseur d'une société nouvelle, de continuer la lutte jusqu'à la restauration de Vienne la Rouge et jusqu'à la victoire que les travailleurs remporteront sur leurs oppresseurs.

La loi tchécoslovaque sur les cartels.

Par *Frédéric Wagner.*

Le premier projet d'une loi tchèque sur les cartels remonte à 1924. Il a donc fallu environ 10 années de discussion publique, de nombreux remaniements de la part des autorités, des douzaines d'expertises officielles et non officielles et l'insistance obstinée des organisations ouvrières intéressées et de leurs dirigeants pour mettre enfin sur pied la loi sur les cartels du 12 juin 1933. Pendant près de 10 ans, les partis patronaux tchèques et le parti agraire, leur allié, ont réussi par leur résistance à empêcher de mettre entre les mains du gouvernement un instrument qui lui *permettra* de lutter efficacement contre les abus les plus graves de l'exploitation usuraire du marché par les cartels. Nous disons bien: *permettra!* Quant à savoir s'il le fera, c'est une autre question, tout dépendra de l'influence que le capital bancaire et industriel, d'une part, et d'autre part les organisations ouvrières et des consommateurs sauront exercer sur les ministères qui entrent en ligne de compte.

La loi sur les cartels est en elle-même un instrument des plus utiles pour la défense des intérêts des consommateurs contre les cartels et monopoles qui dominent le marché. L'exposé fait par le représentant social-démocrate allemand Dr Heller à l'assemblée nationale lors des débats sur la loi concernant les cartels, fait nettement ressortir l'urgence d'une loi de ce genre et combien son application stricte était à désirer. Selon Heller, la différence entre les prix du marché intérieur et ceux du marché extérieur